Séance publique du 21 janvier 2003

Délibération n° 2003-0978

commission principale : finances et institutions

objet : **Budget primitif 2003 - Budget principal**

service : Délégation générale aux affaires générales - Direction des finances et du contrôle de gestion - Service du budget

Le Conseil,

Vu le rapport du 31 décembre 2002, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le projet de budget soumis à l'approbation du Conseil pour 2003 a été élaboré dans le contexte particulier de :

- transformation de la fiscalité communautaire avec le passage à la taxe professionnelle unique et la définition des critères de la dotation de solidarité,
- mise en œuvre en année pleine des mesures liées aux accords sur l'aménagement et la réduction du temps de travail,
- gestion de l'investissement opérationnel en autorisations de programme et en crédits de paiement.

Parallèlement, les facteurs extérieurs avec une situation économique, qui connaît une phase de faible croissance, tant au niveau local, national, qu'international, ne manqueront pas d'agir à terme négativement sur les conditions des équilibres financiers de la Communauté urbaine.

Cependant, les principes énoncés dans le plan de mandat ont dicté cette préparation budgétaire. Ce budget répond aux politiques majeures du plan de mandat : mettre en œuvre une stratégie active pour le développement économique et l'internationalisation de l'agglomération, promouvoir la qualité de la vie et assurer un développement durable, construire une agglomération solidaire, répondre à la demande de proximité des maires et des habitants, s'inscrire dans une démarche de participation citoyenne, gérer avec rigueur les moyens financiers, réussir le renforcement et la modernisation de l'intercommunalité. Il s'agit pour l'aspect financier, du respect des ratios prudentiels concernant l'endettement, de la restauration de l'autofinancement sans augmentation des taux de fiscalité, afin d'assurer un niveau très haut d'investissement et que celui-ci trouve sa traduction comptable dans les crédits de paiements 2003 ou dans les fonds de concours aux partenaires de la Communauté.

Le budget principal qui est présenté pour 2003 ne peut être directement comparé à celui de 2002. La Communauté urbaine va encaisser toute la taxe professionnelle des communes et de la Communauté mais n'encaissera plus les impôts des ménages. Des transferts financiers seront opérés afin que les ressources de chaque collectivité soient préservées. On peut estimer le produit fiscal attendu en 2003, sans hausse des taux, à 433 M€ accompagnés de 255 M€ de compensations fiscales venant de l'Etat pour pallier la suppression de la part salaires dans la taxe professionnelle. Toutefois les mécanismes de la TPU imposent à la Communauté de reverser 201 M€ à certaines communes et de recevoir 11 M€ d'autres communes. Une délibération en date du 16 décembre dernier prévoit ces reversements et la neutralisation de leurs effets sur la gestion de trésorerie des collectivités.

Simultanément, la dotation de solidarité versée à hauteur de 3,1 M€ en 2002, sera portée à la suite de l'adoption de nouveaux critères le 16 décembre 2002 à environ 13,4 M€ en 2003.

Les recettes réelles de fonctionnement passent de 715,359 M€ en 2002 à 947,446 M€ en 2003, soit une hausse de 32,40 %. A périmètre comparable, cette hausse n'est plus que de 2,90 %.

Symétriquement, les dépenses réelles de fonctionnement enregistrent une augmentation de 36,50 % en passant de 612,325 M€ en 2002 à 835,819 M€ en 2003. Hors l'effet conjugué des allocations compensatrices de TPU et de la dotation de solidarité, la variation n'est plus que de 1,99 %.

Ces évolutions traduisent la ferme volonté de renverser la tendance inflationniste des dépenses de gestion. Les subventions et fonds de concours progressent de 2,70 %, notamment avec l'effort marqué pour ceux qui s'apparentent à de l'investissement, en particulier pour le financement des ZAC porté de 22,9 M€ en 2002 à 25,6 M€ en 2003. La Communauté assure ainsi la continuité en soldant les opérations précédemment lancées et entame de nouvelles opérations d'urbanisme comme Lyon-Confluence, la ZAC du Centre de Tassin la Demi Lune, celles de Décines Charpieu, de Limonest, de Caluire et Cuire...

La gestion active de la dette a un effet très positif et entraîne une diminution des frais financiers. Celle-ci est également liée à la baisse maintenue des taux d'intérêt et à une stabilisation de l'endettement malgré les emprunts nécessaires au rachat du périphérique nord.

De plus, pour la construction de ce budget 2003, chacun a dû rechercher pour les prestations qu'il doit assurer, le meilleur rapport qualité-prix. Ainsi toutes les économies attendues permettent d'aborder plus facilement l'augmentation des charges de personnel de 4,06 % qui intègrent l'accroissement de l'effectif lié à l'ARTT et l'augmentation des cotisations à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL).

Elles permettent également la poursuite opérationnelle du schéma de développement économique avec les partenaires économiques locaux en favorisant l'esprit d'entreprendre, en développant l'adaptation des PME-PMI aux innovations technologiques et sociales, en renforçant les secteurs d'excellence tels que biotechnologies ou mode-crédation. Ces actions se déclinent en favorisant les efforts de communication, en aménageant le territoire pour de nouveaux sites d'accueil, en soutenant les transports en commun en particulier le projet LEA et en accompagnant les entreprises dans une prise de conscience et une démarche de développement durable.

Le budget 2003 verra également la recherche d'un équilibre de l'agglomération avec des actions en faveur du logement social avec les aides aux propriétaires dans les Opah ou aux organismes d'HLM de la Communauté mais également à travers la politique de la ville dans les quartiers en développement social urbain. Cet équilibre se trouve également dans l'ensemble des actions de proximité pour que les habitants de cette agglomération se trouvent bien dans leur ville, leur quartier. Ce sont les nombreux aménagements de voirie pour ralentir la vitesse des voitures, pour sécuriser les abords des écoles, pour aménager des emplacements réservés aux modes de déplacements doux ; ce sont des actions en faveur du nettoyage des espaces publics qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie.

Le budget primitif 2003 du budget principal est arrêté en équilibre à 1 434,306 M€ en mouvements budgétaires et à 1 198,565 M€ en mouvements réels. A titre de comparaison, le budget 2002 s'élevait en mouvements réels à 965,999 M€ celui de 2001 à 975,754 M€.

Le budget se décompose en une section de fonctionnement équilibrée en dépenses et en recettes à 1 008,318 M€ (782 M€ en 2002) et une section d'investissement équilibrée à 425,988 M€ (422 M€ en 2002).

L'autofinancement ressort à 111,627 M€ en 2003, il était de 103,034 M€ en 2002, soit une augmentation de 8,34 %. L'épargne nette, c'est-à-dire ce qui reste pour le financement des investissements une fois le capital de la dette remboursé, est de 35,4 M€, soit 5,5 M€ de plus qu'en 2002 (+ 18,30 %).

Depuis 2002, l'investissement opérationnel est géré en autorisations de programme et crédits de paiement.

Le budget 2003 correspond donc aux crédits de paiement 2003 des opérations ayant déjà fait l'objet d'une individualisation d'autorisations de programme.

Un bilan de ces opérations, arrêté au 20 novembre dernier, a été soumis au Conseil le 16 décembre 2002.

Compte tenu de la capacité d'emprunter en 2003, calculée à 133 M€, pour préserver la santé financière à venir de la Communauté, il restera une enveloppe de 9,2 M€ destinée aux paiements à effectuer en 2003 pour de nouvelles opérations à individualiser par le Conseil ou le Bureau délibératif. Au total, ce sont 247,7 M€ de dépenses qui pourront être consacrés aux paiements de l'investissement opérationnel en 2003, soit 4,90 % de plus que la prévision initiale du budget 2002.

Une synthèse chiffrée du budget primitif 2003 figure dans le tableau n° 1, un commentaire plus détaillé par section est présenté ci-dessous.

Budget primitif 2003 - budget principal - synthèse (en M€) - tableau n° 1 -

Libellé	BP 2002	BP 2002 retraité (1)	BP 2003	BP 2003 retraité (2)	Evolution comparable (1) (2)
recettes réelles de fonctionnement	715,359	712,259	947,446	732,946	2,90 %
dont fiscalité	371,932	371,932	433,200	433,200	16,47 %
dont compensations,	104,800	104,800	255,100	255,100	143,42 %
neutralisation dotation de solidarité		3,100		13,400	
attributions de compensations			10,900	190,200	
dont DGF	86,600	86,600	87,700	87,700	1,27 %
dont TEOM	75,816	75,816	78,832	78,832	3,98 %
dont autres recettes de fonctionnement	76,211	76,211	81,714	81,714	7,22 %
mouvements d'ordre	48,316	48,315	42,079	42,079	- 12,91 %
ICNE	18,033	18,033	18,793	18,793	4,21 %
total des recettes de fonctionnement	781,708	778,607	1 008,318	793,818	1,95%
dépenses réelles de fonctionnement	612,325	609,225	835,819	621,319	1,99 %
dépenses hors subventions	388,162	388,162	608,798	394,298	1,58 %
dont frais financiers	52,664	52,664	48,283	48,283	- 8,32 %
dont charges de personnel	146,420	146,420	152,368	152,368	4,06 %
dont autres dépenses hors subventions	189,077	189,077	193,647	193,647	2,42 %
dont attributions de compensations TPU			201,100		
dont dotation de solidarité	3,100	3,100	13,400		
dont subventions	221,063	221,063	227,021	227,021	2,70 %
dont Sytral	106,800	106,800	108,936	108,936	2,00 %
dont déficits de ZAC et SEM Lyon Confluence	22,959	22,959	25,610	25,610	11,55 %
dont SDIS	23,088	23,088	23,552	23,552	2,01 %
dont offices communautaires d'HLM	4,627	4,627	5,000	5,000	8,06 %
amortissements-provisions	19,247	19,247	14,529	14,529	- 24,51 %
cessions foncières	4,839	4,839	5,300	5,300	9,53 %
annuités charges étalées	38,977	38,977	39,505	39,505	1,35 %
ICNE	20,319	20,319	17,465	17,465	- 14,05 %
virement à la section d'investissement	86,000	86,000	95,700	95,700	11,28 %
total des dépenses de fonctionnement	781,707	778,607	1 008,318	793,818	1,95 %
autofinancement brut	103,034	103,034	111,627	111,627	8,34 %
remboursement capital	73,078	73,078	76,185	76,185	4,25 %
épargne nette	29,956	29,956	35,442	35,442	18,31 %
recettes réelles d'investissement	250,491	250,491	251,189	251,189	0,28 %
dont emprunt court terme de clôture	35,063	35,063	35,100	35,100	0,11 %
dont emprunt long terme	138,500	138,500	133,000	133,000	- 3,97 %
dont recettes opérationnelles	40,828	40,828	43,662	43,662	6,94 %
dont autres recettes d'investissement	36,100	36,100	39,427	39,426	9,21 %
mouvements d'ordre	83,382	83,382	76,799	76,799	- 7,89 %
mouvements d'ordre à l'intérieur de la section	2,436	2,436	2,300	2,300	- 5,58 %
virement de la section de fonctionnement	86,000	86,000	95,700	95,700	11,28 %
total des recettes d'investissement	422,309	422,309	425,988	425,988	0,87 %

dépenses réelles d'investissement	353,524	353,524	362,816	362,816	2,63 %
dont					
remboursement capital dette	73,078	73,078	76,185	76,185	4,25 %
remboursement dette court terme	35,063	35,063	35,100	35,100	0,11 %
investissements opérationnels	236,034	236,034	247,662	247,662	4,93 %
dont déjà affectés	32,778	32,778	181,906	181,906	
dont opérations globalisées			56,580	56,580	
dont en attente d'affectation	203,256	203,256	9,176	9,176	
autres dépenses d'investissement	9,349	9,349	3,869	3,869	- 58,62 %
mouvements d'ordre	66,349	66,349	60,872	60,872	- 8,25 %
mouvements d'ordre à l'intérieur de la section	2,436	2,436	2,300	2,300	- 5,58 %
total des dépenses d'investissement	422,309	422,309	425,988	425,988	0,87 %
total du budget primitif	1 204,016	1 200,916	1 434,306	1 219,806	1,57 %

Section de fonctionnement

Le budget primitif 2003 est marqué par le passage à la taxe professionnelle unique qui génère une augmentation des recettes fiscales de 16,48 % et des compensations fiscales qui progressent de 143,42 %, pour atteindre un produit total de 688,300 M€.

Parallèlement, la Communauté urbaine, en redistribuant 201,100 M€, garantira les recettes des communes de l'agglomération qui perdent le produit de la taxe professionnelle mais encaissent la totalité des recettes fiscales des impôts des ménages.

En neutralisant les effets de ce nouveau régime fiscal, les recettes réelles progressent de 2,90 % et les dépenses réelles de 1,99 %.

Par ailleurs, trois projets européens, démarrés en cours d'exercice 2002, figurent au budget primitif 2003.

La Communauté urbaine est le pilote de deux de ces projets, Interact et Pic Equal Pacerel, pour lesquels elle est chargée de redistribuer les fonds à ses partenaires et de contrôler leur utilisation dans le cadre des objectifs fixés.

Il y a là une façon complètement nouvelle d'aborder l'exercice des compétences communautaires, qui nécessitera rapidement la mise en œuvre de moyens pour valoriser la recherche de fonds européens particulièrement intéressants, tant sur le plan purement financier que pour la convergence des politiques des grandes métropoles européennes.

Pour le projet Interact, portant sur la gouvernance urbaine, sont inscrits 0,062 M€ de restes à réaliser au titre du fonds européen reçu en 2002. L'inscription des dépenses au titre de 2003 sera faite en cours d'exercice à réception du second versement.

Le projet Pic Equal Pacerel, relatif à l'insertion par l'emploi, draine des fonds européens pour 0,261 M€. Il est également soutenu par la Région à hauteur de 0,218 M€ et des partenaires privés pour 0,040 M€, alors que les dépenses à engager en 2003, sont estimées à 0,301 M€.

Le projet Gypsinoise pour la lutte contre les pollutions sonores en zone urbaine sera financé à hauteur de 0,247 M€ et devrait, pour l'exercice 2003, entraîner des dépenses d'un montant de 0,190 M€.

Les recettes de fonctionnement

1 - les recettes réelles

Les recettes réelles sont prévues à hauteur de 947,446 M€. Elles progressent globalement de 32,44 % par l'effet des recettes fiscales et des dotations. Mais hors de ces deux champs, on assiste à une augmentation de 7,16 % qui contraste avec la tendance à la baisse enregistrée ces dernières années.

Principales sources de cette augmentation entre les exercices 2002 et 2003 :

- les recettes du péage du tronçon nord du périphérique escomptées à 25,087 M€ (+ 11,95 %),
- les reversements de participation aux bilans de ZAC inscrits pour 2,857 M€ dont 1,500 M€ pour la ZAC du Tonkin 3 à Villeurbanne et 0,239 M€ pour la ZAC des Noyeraies à Dardilly,
- le produit des redevances des parcs de stationnement attendu à 3,616 M€ (+ 20,41 %),
- le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères arrêté à 78,8 M€, soit une hausse prévue de 4 %.

La dotation globale de fonctionnement communautaire atteindrait 87,7 M€, en progression de 1,27 % seulement par rapport à l'inscription budgétaire 2002. En ce qui concerne les allocations compensatrices qui se sont ajoutées à celles de l'année 2002, la suppression complète de la composante salaire de la taxe professionnelle s'accompagnera, en 2003, de la modification du taux utilisé pour cette allocation. L'ensemble des allocations compensatrices s'élèverait ainsi à 255,100 M€, soit 150,3 M€ versées par l'Etat.

La contribution des budgets annexes aux dépenses avancées par le budget principal représentera 2,253 M€ dont 2,041 M€ au titre des charges de structure et 0,212 M€ en raison de l'achat centralisé des vêtements de travail.

Les subventions de la Région et de la société Eco-emballages dans le cadre de la collecte sélective devraient s'élever à 2,893 M€. La prévision de 3,524 M€, inscrite en 2002, a dû être revue à la baisse en raison d'un désengagement progressif de l'Ademe, notamment en ce qui concerne les participations au financement des actions de communication.

Les locations de biens immobiliers devraient représenter au total 3,565 M€, provenant principalement à hauteur de 0,260 M€ de la part des entreprises de la pépinière Chateaubriand, et 3,260 M€ des bailleurs du patrimoine immobilier communautaire.

2 - les mouvements d'ordre

Les mouvements d'ordre sont équilibrés entre sections d'investissement et de fonctionnement. En 2003, ils sont arrêtés à la somme de 60,872 M€.

La procédure d'étalement des charges, instituée par l'instruction M14 depuis 1997, permet de répercuter, en section d'investissement, le paiement des fonds de concours et subventions d'équipements qui grève fortement la section de fonctionnement. Les amortissements de ces participations communautaires sont pratiqués sur cinq ans pour les subventions d'équipement et dix ans pour les fonds de concours. La dotation de 40,479 M€, inscrite en 2003, est en diminution de 16 % par rapport à l'exercice 2002, en raison de l'amortissement déjà réalisé des dépenses engagées en 1998.

La contre-passation des intérêts courus non échus permet le mandatement, en section de fonctionnement, de la totalité des intérêts dus au titre d'une année. En 2003, une provision est constituée en investissement pour 18,793 M€, valeur des intérêts courus non échus mandatés sur l'exercice 2002 en section de fonctionnement. Ce mouvement d'ordre est répercuté en recettes de fonctionnement pour le même montant.

En application de l'instruction comptable M 14, outre le prix des cessions des immobilisations et les sorties patrimoniales des biens cédés, pour leur valeur historique d'acquisition, la constatation de la différence entre ces deux montants doit faire l'objet d'une inscription budgétaire en dépenses de fonctionnement, si le prix de vente est supérieur à la valeur historique des biens cédés ou en recettes de fonctionnement dans le cas inverse. Les autres années, ces mouvements étaient comptabilisés en fin d'exercice et mis en place par décision modificative. Pour simplifier le suivi des mouvements de crédits, liés aux cessions d'immobilisations, il apparaît nécessaire de prévoir une inscription budgétaire dès le budget primitif, évaluée à 1,600 M€, au titre de l'exercice 2003.

Le tableau ci-après détaille, par direction, les inscriptions de recettes sur lesquelles il est proposé au Conseil de se prononcer.

Budget primitif 2003 - budget principal - recettes de fonctionnement (en €) - tableau n° 2 -

Directions	Budget primitif 2002	Budget primitif proposé en 2003	écart en %
communication	729 922	111 246	- 84,76
délégation parisienne		45 030	
délégation générale aux affaires générales	771 583	564 825	- 26,80
assemblée communautaire	84 800	83 600	- 1,42
marchés publics, juridique et contentieux	686 783	481 225	- 29,93
mission d'audit et gestions externes	6 154 612	6 771 382	10,02
dont			
redevance Sogely	469 543	491 000	4,57
redevance golf de Chassieu	30 490	39 000	27,91
redevance EDF	2 332 470	2 332 000	- 0,02
redevance CGE, SDEI, Serepi	54 882	55 000	0,22
redevance Prodiith	33 997	34 000	0,01
dividendes d'actions LPA - Sogely	157 114	204 665	30,27
parcs de stationnement redevance	3 002 940	3 615 717	20,41
systèmes d'information et de télécommunication	99 092	138 112	39,38
ressources humaines	7 974 967	6 986 662	- 12,39
dont :			
remboursement traitement et indemnités (SFT...)	761 179	760 000	- 0,15
remboursement des agents mis à disposition de la ville de Lyon (DUA) et divers organismes	304 898	304 900	0,00
remboursement des agents mis à disposition du SDIS	3 811 125	3 600 000	- 5,54
part agent des titres restaurant	1 684 562	1 684 562	0,00
subvention de l'Etat pour les emplois jeunes	1 073 241	510 000	- 52,48
remboursement traitement emplois d'insertions	292 703	80 000	- 72,67
finances	640 649 742	867 973 652	35,48
dont :			
fiscalité directe locale	371 900 000	433 200 000	16,48
taxe d'enlèvement des ordures ménagères	75 800 000	78 832 000	4,00
compensations fiscales	104 800 000	255 100 000	143,42
attribution de compensations reçues (TPU)		10 900 000	
DGF	86 600 000	87 700 000	1,27
versement des budgets annexes pour charges de structure	1 244 000	2 041 000	64,07
logistique et bâtiments	2 876 134	3 153 732	9,65
dont :			
loyers CELP	2 439 084	2 570 700	5,40
concessions dans les cimetières	237 820	275 000	15,63
vêtements du travail (versement des budgets annexes)	160 810	211 692	31,64
propreté	11 476 175	11 880 725	3,53
dont :			
usine d'incinération Lyon-sud	7 978 329	8 303 694	4,08

usine d'incinération Lyon-nord	121 959	137 204	12,50
redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères	18 553	18 553	0,00
redevance des déchetteries	213 429	220 000	3,08
vente de matériaux	104 083	121 940	17,16
exploitation des centres d'enfouissement technique	80 798	58 700	- 27,35
subvention de la ville de Vénissieux pour exploitation de la déchetterie sur sa commune	40 247	60 000	49,08
subvention déchets ménagers spéciaux	58 083	93 000	60,12
collecte sélective	2 794 317	2 781 853	- 0,45
voirie	32 496 399	36 501 493	12,32
dont :			
facturation des réfections de tranchées	8 953 026	8 953 026	0,00
facturation des réparations du domaine public		1 527 549	
redevance d'occupation du domaine public	243 918	243 918	0,00
réseau mutualisé de télécommunication	889 449	690 000	- 22,42
péages du tronçon nord du périphérique	22 410 006	25 087 000	11,95
développement urbain	3 319 653	5 188 674	56,30
dont :			
mission habitat et développement social urbain	1 587 119	1 907 865	20,21
redevance d'occupation du domaine public	54 272	54 300	0,05
étude port Edouard Herriot		50 000	
Gypsinoise	0	246 700	
urbanisme opérationnel	1 147 281	2 857 407	149,06
affaires économiques et internationales	366 167	827 443	125,97
dont :			
développement du territoire	38 112	30 000	- 21,28
pépinière bio Chateaubriand		260 315	
acquisition foncière à vocation économique	26 769	17 524	- 34,54
Pic Equal Pacerel		519 604	
action foncière	8 444 604	7 302 640	- 13,52
dont :			
locations des immeubles	3 593 677	3 260 000	- 9,29
contrat de forage - carrière de Courzieu	47 259	52 528	11,15
dégrèvements de taxes foncières	152 449	152 000	- 0,29
produits des cessions d'immobilisations	4 573 470	3 800 000	- 16,91
total mouvements réels - recettes	715 359 050	947 445 616	32,44
mouvements d'ordre	66 348 462	60 872 236	- 8,25
contre-passation des ICNE	18 032 931	18 793 338	4,22
charges à étaler et amortissements	48 315 531	40 478 898	- 16,22
cessions d'actifs moins-values	0	1 600 000	
total budget	781 707 512	1 008 317 852	28,99

Les dépenses de fonctionnement

1 - les dépenses réelles

Les dépenses réelles de fonctionnement sont estimées à 835,819 M€. Pour effectuer une comparaison avec l'exercice précédent, il faut éliminer les effets du reversement de fiscalité aux communes dus au passage à la taxe professionnelle unique. Ainsi, la progression des dépenses est limitée à 1,99 %.

Les propositions d'inscription des crédits sont donc présentées au conseil de Communauté dans le respect du cadrage budgétaire initial avec une progression des dépenses inférieure d'un point à la progression des recettes.

Avec 227,011 M€, le poste des subventions reste le plus important en 2003. Il progresse de près de 6 M€ (+2,7 %). A elle seule, la participation au Sytral représente 108,936 M€. Pour la subvention au service départemental d'incendie et de secours, un montant de 23,552 M€ a été prévu. L'augmentation de ces deux participations, qui représentent 58 % du montant des subventions, est de 2% par rapport au budget primitif 2002.

Les aides aux organismes d'HLM et communautaires seraient portées à 5 M€ (+ 8 %) dans le cadre du contrat de plan présenté par rapport séparé.

La subvention à l'Agence d'urbanisme serait de 3,900 M€ (+ 5,80 %). S'y ajoutent les avantages en nature, consentis, la mise à disposition de locaux et de personnel, estimés à 0,524 M€. Par ailleurs, la Communauté participerait au fonctionnement du Sepal à partir de 2003, à hauteur de 0,400 M€.

En ce qui concerne le contrat de plan Etat-Région, les engagements de la Communauté s'établissent à 2,752 M€ dont 1,908 M€ pour l'institut multidisciplinaire de biologie des lipides (IMBL), 0,153 M€ pour la recherche sur l'hadronthérapie, 0,458 M€ pour soutenir l'ingénierie de la santé et 0,233 M€ pour l'école de service social du sud-est (ESSE). L'inscription budgétaire de 1,374 M€ au budget 2003 représente le complément nécessaire aux crédits non consommés en 2002, au titre du contrat de plan et qui pourraient donc être réinscrits au budget supplémentaire en 2003.

Selon l'avancement des travaux, le plan hospitalier des Hospices civils de Lyon pourrait être financé à hauteur de 3,013 M€ en 2003.

Les subventions aux associations du personnel et au comité social représenteraient 1,203 M€ contre 1,213 M€ en 2002. La légère baisse enregistrée correspond à la non-utilisation des fonds versés à certaines de ces associations, ce qui a conduit l'administration communautaire à suspendre ses versements. La subvention d'équilibre au budget du restaurant administratif du personnel et du restaurant officiel serait de 1,296 M€ en 2003.

La subvention à l'Agence locale de l'énergie serait doublée et portée à 0,100 M€.

Les travaux d'entretien relatifs à la collecte des eaux pluviales sont effectués par la direction de l'eau et payés dans le budget de l'assainissement. Ces travaux relevant du contribuable et non du redevable de l'assainissement, le budget principal contribue aux dépenses du budget annexe pour un montant estimé à 15,524 M€ en 2003, montant qui progresse de 20 % reflétant la tendance enregistrée en 2002.

Les cotisations et adhésions, avec 0,223 M€, progressent de 14,30 %. Cette évolution représente un effort de centralisation et de rigueur dans l'imputation de ce type de dépenses plus qu'une augmentation réelle du nombre d'adhésions.

La progression des dépenses de communication correspond à une volonté de donner la priorité à la concertation et à l'information du citoyen et à la nécessité de développer l'attraction de la Communauté et d'attirer de nouveaux investisseurs, des entreprises, des touristes. Elle est aussi la conséquence d'un recensement plus exhaustif des principales actions de communication auparavant plus disséminées.

L'enveloppe consacrée au fonctionnement de la délégation parisienne est maintenue au niveau du budget primitif 2002, soit 0,299 M€.

Les crédits alloués pour les études relatives à l'aménagement du pôle agroalimentaire de Corbas et au transfert des activités du marché de gros de Perrache doivent faire l'objet d'une révision à la baisse conforme à la réalité du déroulement du projet : 0,100 M€ en 2003 pour 0,229 M€ en 2002.

La direction de la prospective et de la stratégie est constituée en 2003. Elle regroupera la mission prospective (1,237 M€) avec Millénaire 3 et le conseil de développement, la gestion du projet européen Interact (0,062 M€), les actions de coopération décentralisée (0,350 M€), les missions concertation (0,220 M€), le bureau des temps (0,100 M€) et le réseau des villes (0,054 M€).

Le budget de la coopération décentralisée serait porté à 0,30 centimes d'euro par habitant au lieu de 0,153 centimes en 2002. Cette augmentation devrait permettre de faire face aux récents engagements pris dans le cadre du contrat d'affermage de la distribution d'eau potable. De même, la création d'un centre de formation Unitar-Cifal, dans le domaine de la santé, envisagée lors du sommet de Johannesburg pourrait être étudiée.

Pour la deuxième année consécutive, le montant des crédits inscrits pour le réseau des villes (0,054 M€) correspond au reliquat enregistré. Le solde des crédits 2002, constaté en clôture d'exercice, pourra venir réabonder, si nécessaire, cette enveloppe au moment du budget supplémentaire 2003. Aucun nouvel appel de fonds auprès des communes membres n'est envisagé pour le moment.

Les missions concertation et bureau des temps, créées en 2002, devraient connaître leur plein essor en 2003. Les dotations respectives de 0,220 M€ et de 0,100 M€ doivent y contribuer.

Une inscription budgétaire de 0,200 M€ est proposée, dans le cadre des relations institutionnelles, pour mener à bien les chantiers relatifs à une éventuelle extension des compétences communautaires comme la loi Chevènement le propose.

En 2002, la Communauté urbaine a connu des difficultés pour renouveler ses contrats d'assurance qui enregistrent de ce fait une forte hausse (+ 23,20 %) avec un montant estimé à 1,949 M€ en 2003.

Par ailleurs, la complexité des procédures de marché public et l'accroissement du recours à des avis extérieurs sur les dossiers délicats, malgré la compétence reconnue des services communautaires, amènent à augmenter de 55 % le montant des honoraires d'avocats et des cabinets conseils qui pourrait atteindre 0,811 M€ en 2003.

Des économies sur les dépenses de télécommunication et la maintenance des applications informatiques permettent de limiter l'inscription budgétaire à 5,797 M€ (- 1,60 %).

Hors majoration des charges de la CNRACL, dont le taux passe de 26,10 % à 26,50 % en 2003, la progression de la masse salariale est contenue en dessous de 5 %, elle est estimée à 144,920 M€ alors que l'ensemble des charges de personnel ne progresse que de 4,10 % avec 152,368 M€. Les rémunérations et indemnités des personnels non titulaires sont prévues à 7,880 M€, en diminution de 5,30 % témoignant des nombreux départs en retraite des agents auxiliaires occupant des emplois de catégorie C.

L'hypothèse d'un effectif moyen payé de 3 834 agents a été retenue compte tenu de la résorption des emplois précaires, des embauches liées à l'ARTT et des vacances de postes qui seront limitées au maximum en 2003. Le GVT reste faible (0,77 %) en raison d'un vieillissement de la population communautaire qui incite à développer une politique dynamique en matière de gestion prévisionnelle des effectifs.

L'augmentation de la valeur du point d'indice a été estimée avec une augmentation de 0,60 % en mars et de 0,50 % en décembre 2003.

La progression des charges de sécurité sociale (+ 7,08 %) résulte des régularisations demandées lors du contrôle Ursaff 2002, notamment en ce qui concerne l'assujettissement des prestataires extérieures non immatriculés au registre du commerce, des indemnités versées aux stagiaires école et des avantages en nature tels que logements et véhicules de service ou de fonction.

Les contrats d'insertion arrivent à terme et ne sont pas renouvelés, ce qui explique une diminution de ce poste de 40 % : 1,688 M€ prévus en 2003 pour 2,763 M€ en 2002.

Les frais de représentation, missions, colloques et séminaires sont maintenus au niveau de l'inscription budgétaire 2002 (0,392 M€) ce qui nécessitera une grande rigueur et le recours aux moyens de télécommunication pour faciliter les échanges et limiter au maximum les déplacements.

Les frais de recrutement liés au recours à des prestataires extérieurs devront être limités à 0,196 M€. Pour mémoire, 0,245 M€ avaient été inscrits à ce titre en 2002.

Les intérêts de la dette connaissent une forte diminution de 8,58 % et s'établissent à 46,663 M€.

La dotation de solidarité est portée, selon les critères définis le 16 décembre 2002, à 13,400 M€, soit 10,3 M€. Les compensations fiscales versées aux communes, du fait du passage à la taxe professionnelle unique, s'élèveront à plus de 20 M€.

Le budget consacré à la logistique et aux bâtiments est arrêté à 13,761 M€, ce qui correspond à une augmentation de 1,41 % par rapport à l'exercice précédent.

Sur la base de ce qui s'est passé en 2002, la dotation pour les vêtements de travail est revue à la baisse : 0,880 M€ pour 0,991 M€ en 2002. De même, la mise en place des nouveaux marchés pour le nettoyage des locaux (0,666 M€) génère une économie de 0,141 M€. En revanche, une augmentation constatée sur les produits d'entretien et les consommables informatiques nécessite une réévaluation de 9,60 % pour un montant total proposé à 0,718 M€.

L'expérimentation de la carte achat comme mode de paiement des fournitures administratives ne permet pas aujourd'hui de réduire les coûts sur ce poste maintenu à 0,499 M€.

Les frais pour la reproduction sous-traitée des documents internes ne devront pas dépasser 0,473 M€, ce qui impose un retour à la production de documents moins luxueux en particulier pour les documents de travail à usage interne.

Les marchés de gardiennage sur les sites du CLIP et de l'hôtel de Communauté ont connu une forte augmentation en 2002 en raison de l'application du plan Vigipirate qui coûtera 0,107 M€ en 2003.

Après la rénovation de ses façades en 2002, l'hôtel de Communauté connaîtra, en 2003, une nouvelle étape de réhabilitation avec une expérimentation de changement des revêtements des sols et murs, la réfection progressive des installations sanitaires, une intervention sur le réseau de climatisation. La dotation réservée à l'entretien des bâtiments progresse donc de 9,70 % et atteindra 2,222 M€.

En ce qui concerne la Cité scolaire internationale, la remise des locaux à la ville de Lyon prévue à la fin de septembre 2002 n'a pas été mise en oeuvre. 0,155 M€ seront donc à nouveau nécessaires en 2003 pour assurer l'entretien des locaux.

L'augmentation du nombre des bassins de rétention d'eaux pluviales et la valorisation paysagée des sites entraînent une légère majoration (0,50 %) des crédits d'entretien estimés à 0,621 M€.

Le budget consacré à la collecte et au traitement des ordures ménagères, d'une part, et au nettoyage des voies, d'autre part, avait été revalorisé de 4,80 % en 2002. Il est proposé en 2003 à hauteur de 83,413 M€, ce qui représente une augmentation de 2,10 %.

La mise aux normes européennes des fours de l'usine d'incinération de Lyon-sud imposée pour la fin de l'année 2005 provoquera, dès 2004, un surcoût annuel de fonctionnement dû aux changements des produits d'incinération utilisés et à l'arrêt temporaire d'exploitation des fours. Ceci augmentera le tonnage des déchets collectés à déléster dans les centres d'enfouissement technique. L'enveloppe destinée au fonctionnement de cette usine est limitée à 5,057 M€ (+ 1,30 %).

L'usine d'incinération de Lyon-nord (13,561 M€) offre à court terme la seule voie d'extension de la capacité d'incinération, en premier lieu, par une augmentation négociée de la capacité actuelle d'incinération, en second lieu, par l'éventuelle construction d'un troisième four pour répondre à l'accroissement inévitable des tonnages et à la réduction des possibilités d'enfouissement.

Le traitement des déchets industriels banals (DIB) ne relève pas directement des compétences de la Communauté urbaine et la fraction de déchets non ménagers acceptée par la collectivité devra être identifiée. Des crédits sont inscrits en 2003 pour étudier la possibilité de mettre en place une redevance (0,155 M€).

La suppression de la convention avec les Hospices civils de Lyon et le renforcement des actions sur les gros producteurs de DIB permettent d'envisager une diminution des coûts de délestage portés à 2,304 M€ malgré la situation sur ce marché qui a induit une augmentation des prix des traitements de plus de 16 % lors de son renouvellement en 2002.

A l'heure actuelle, douze déchetteries sont en activité et la réouverture du site de Lyon 9^e devrait intervenir rapidement. L'objectif serait de porter à vingt le nombre de déchetteries d'ici la fin du plan de mandat.

Les marchés de collecte renouvelés en 2002 courent jusqu'en 2006. Avec 14 M€ d'inscription budgétaire, les dépenses de collecte des ordures ménagères apparaissent maîtrisées, notamment grâce à l'impact de la collecte sélective sur la réduction des taux de TVA qui passent à 5,50 % sur l'ensemble du territoire de la Communauté urbaine.

La collecte sélective, estimée à 7,529 M€ en 2003, a été étendue à tout le territoire depuis 2002, soit 40 000 tonnes collectées. L'objectif est d'atteindre 70 000 tonnes en fin de mandat. Pour ce faire, il sera nécessaire d'optimiser cette collecte en réévaluant les fréquences de passage et en choisissant les modes opératoires les plus performants selon les territoires et le type d'habitat concernés : apport volontaire ou collecte à domicile. L'année 2003 connaîtra l'ouverture d'un quatrième centre de tri.

Les dépenses de nettoyage sont maintenues au même niveau qu'au budget primitif 2002 (19,494 M€) avec 4,832 M€ pour le nettoyage des marchés forains, 4,606 M€ pour le lavage des trottoirs, 2,712 M€ pour le vidage des corbeilles de propreté dans les quartiers DSU, 1,889 M€ pour les opérations de désherbage et de fauchage, 1,316 M€ pour le nettoyage des voiries, 3,664 M€ pour les interventions urgentes, les nettoyements exceptionnels, les véhicules d'intervention rapide (VIR) et 0,475 M€ pour l'entretien des bas-ponts et des trémies routières.

Les crédits prévus pour le recours au personnel intérimaire s'élèvent à 1,001 M€. Il s'agit pour 1/3 des prestations de remplacement des agents de salubrité et pour 2/3 de celui des conducteurs de bennes. La réduction du nombre de postes vacants, les compléments d'effectifs liés à la mise en place de l'ARTT, la formation des personnels devraient permettre une meilleure maîtrise de ces dépenses en 2003.

Le renouvellement du parc automobile induit une réduction du coût des locations de 0,240 M€, principale responsable de la prévision en baisse sur l'entretien du parc automobile (5,836 M€ en 2003 pour 6,139 M€ en 2002). Cependant, une meilleure gestion du parc : réduction du nombre de véhicules sous utilisés, formalisation des règles d'attribution et de renouvellement des véhicules, doit être mise en œuvre pour réaliser des économies substantielles sur ce poste.

En 2003, le budget consacré à la voirie (53,436 M€) intègre la gestion du tronçon nord du périphérique. Le reversement au Département de la moitié de la recette nette du péage est estimé à 7 M€. Les dépenses liées au marché de gestion de la régie atteindraient 9,263 M€ (+ 5,8 % par rapport à 2002). Cette augmentation ne transparaît pas sur l'ensemble des dépenses de voirie qui restent stationnaires.

Les travaux de réfection des tranchées (9,150 M€) sont facturés aux tiers demandeurs tels qu'EDF et génèrent une recette équivalente.

La direction des grands projets, créée en 2003 gère essentiellement des crédits d'investissement. Elle consacrera aux études et au versement de fonds de concours nécessaires à la poursuite des projets relatifs au tramway 1,656 M€, à l'extension du Palais des congrès (0,150 M€), à l'aménagement du rond-point du Valvert à Tassin la Demi Lune 0,290 M€. 0,090 M€ seront destinés aux procédures de publication des marchés.

En 2003, 52,677 M€ seraient consacrés au développement urbain. Par rapport au budget 2002, cela représente une augmentation de 10 % des subventions versées et 7 % des études et prestations.

Les subventions à hauteur de 39,182 M€ atteignent 74 % des actions de développement urbain, parmi lesquelles on peut citer :

- le soutien à l'habitat et au développement social urbain 11,165 M€ (9,837 M€ en 2002), dont 1,639 M€ pour les Opah, pour (1,053 M€) les DSU de Lyon 9^e-la Duchère et pour (0,552 M€) celui de Saint Fons-l'Arsenal,
- la participation à la SEM Lyon Confluence (10,100 M€),
- les participations aux déficits de ZAC (15,198 M€),
- la subvention d'équilibre prévisionnelle à la gestion du parc automobile de la fosse aux Ours (0,500 M€),
- le soutien aux projets nature, val de Saône, risques écologiques (0,893 M€),
- les aires d'accueil des gens du voyage (0,171 M€),
- le fonds de concours à l'Etat pour la construction de l'échangeur du Tronchon à Dardilly.

Après avoir été revalorisés de 36 % en 2002, les budgets de la mission écologie connaîtraient une nouvelle hausse de 22% en 2003, 30,70 % si on intègre le nouveau projet européen Gypsinoise.

10,600 M€ seraient consacrés à la mise en œuvre du schéma de développement économique en 2003 sur le thème choisir pour se spécialiser, 1,006 M€ est destiné aux filières numériques, 0,660 M€ pour le forum Biovision, 1,283 M€ pour les filières des sciences du vivant, 0,748 M€ pour les filières industrielles et tertiaires en particulier pour création-mode sur le thème de la territorialisation et du développement, 1,524 M€ iront à la délocalisation de l'institut français du pétrole, 2,529 M€ pour le développement du territoire communautaire dont 0,481 M€ pour l'immobilier d'entreprise, 0,617 M€ pour l'urbanisme commercial, 0,550 M€ pour le soutien à l'inondation et la démarche à technopolitaine, 0,720 M€ pour le soutien à l'entrepreneuriat et 0,630 M€ pour la pépinière bio Chateaubriand.

En ce qui concerne l'action foncière (9,039 M€), la progression de 4,60 % s'explique par les indemnités d'éviction qui devront être versées dans le cadre de l'aménagement de l'axe nord-sud (0,496 M€), du prolongement de la rue Turenne à Lyon 3° (0,385 M€) et de l'aménagement du boulevard Pinel (0,210 M€).

Les frais de gardiennage pour le site RVI, rue Feuillat, sont très élevés : 0,180 M€. En revanche, des économies importantes seront réalisées sur les charges de copropriétés (0,580 M€ contre 0,945 M€ en 2002) et les frais d'entretien des bâtiment (0,765 M€ contre 1,300 M€ en 2002).

2 - les mouvements d'ordre

Les mouvements d'ordre sont prévus à hauteur de 172,499 M€.

Le virement à la section d'investissement s'élève à 95,700 M€. Il est significatif des efforts réalisés pour maintenir l'évolution des dépenses de fonctionnement à un point en dessous de l'évolution des recettes et de valoriser ainsi la capacité d'investissement.

Les provisions pour la dette garantie ont été constituées, elles n'ont plus à être réabondées en 2003.

Avec 39,505 M€, les provisions pour charges à étaler progressent de 1,30 %. Les dotations aux amortissements s'élèvent à 13,929 M€. Par ailleurs une dotation de 0,600 M€, pour litiges et contentieux, est constituée, en raison du contentieux en cours sur la réalisation de l'ENS.

La provision des intérêts courus non échus (ICNE) est arrêtée à la somme de 17,466 M€.

Les écritures comptables de sorties patrimoniales des actifs cédés sont estimées à 5,300 M€.

L'ensemble de ces inscriptions budgétaires est détaillé par direction dans le tableau ci-après.

Budget primitif 2003 - budget principal - dépenses de fonctionnement (en €) - tableau n° 3 -

Directions	Budget primitif 2002	Budget primitif proposé en 2003	Ecart en %
cabinet	554 225	554 225	0,00
communication	4 576 225	4 760 300	4,02
communication de projets et concertation		1 020 675	
délégation parisienne	299 020	298 548	- 0,16
direction générale	262 974	185 000	- 29,65
dont études pôle agroalimentaire à Corbas	228 674	100 000	- 56,27
direction prospective et stratégie	1 097 933	2 022 841	84,24
mission prospective	680 000	1 237 105	81,93
Interact		62 080	
coopération décentralisée	182 939	350 000	91,32

concertation avec les citoyens	39 000	220 000	464,10
bureau des temps	15 000	100 000	566,67
réseau des villes	180 994	53 656	- 70,35
délégation générale aux affaires générales	6 417 880	6 971 137	8,62
relations institutionnelles	266 000	200 000	- 24,81
administration générale	451 386	459 204	1,73
assemblée communautaire	2 831 696	2 912 820	2,86
marchés publics, juridique et contentieux	2 868 797	3 399 113	18,49
mission d'audit et gestions externes	152 845 273	153 577 771	0,49
dont :			
associations du personnel (Ascul, Gourguillonnaise, Ufasec)	288 837	254 462	- 11,90
0220 : comité social	923 979	949 000	2,71
participation au SDIS	23 087 589	23 551 575	2,01
subvention à l'Office du tourisme et bureau des congrès	634 706	669 706	0,00
Coparly	149 400	164 400	10,04
Maison rhodanienne de l'environnement	164 645	182 939	11,11
diverses adhésions et cotisations	194 914	222 774	14,29
études	106 715	100 000	- 6,29
redevances parcs de stationnement sur domaine VNF	952 806	986 364	3,52
plan hospitalier HCL	1 003 115	3 013 125	200,38
contrat de plan	1 368 993	1 374 296	0,39
écologie Acoucité et Agence locale de l'énergie	143 455	220 792	53,91
aides aux organismes d'HLM et communautaires	4 626 828	5 000 000	8,07
remboursement emprunt Démocratie	189 154	189 154	0,00
Symalim	1 206 230	1 223 863	1,46
Smiril	239 077	246 357	3,05
Sytral	106 800 000	108 936 000	2,00
Agence d'urbanisme	3 687 365	3 900 000	6,99
RUL	130 344	130 344	0,00
Aderly	1 476 659	1 491 425	1,00
syndicat des Monts d'Or	145 881	158 858	8,90
Sépal		400 000	
systèmes d'information et de télécommunication	5 891 421	5 796 871	- 1,60
ressources humaines	146 420 466	152 367 880	4,06
dont :			
masse salariale	137 875 190	144 919 606	5,11
formations hors CNFPT	1 252 353	1 261 252	0,71
déplacements, frais de mission, frais de représentation	287 136	289 600	0,86
contrats emploi-solidarité , contrats d'apprentissage et emplois ville	102 904	102 910	0,01
communication interne	2 762 770	1 687 807	- 38,91
conditions de travail et médecine du travail	76 224	91 224	19,68
affaires sociales (dont chèques restaurant)	78 411	71 747	- 8,50
	3 465 488	3 470 000	0,13
finances	75 144 022	282 531 065	275,97
dont :			
contribution eaux pluviales au budget d'assainissement	12 911 149	15 524 010	20,24
dotation de solidarité	3 100 000	13 400 000	332,26
attributions de compensations versées (TPU)		201 100 000	
intérêts de la dette	51 044 056	46 663 372	- 8,58

ligne de trésorerie	1 620 000	1 620 000	0,00
sûreté budgétaire	3 480 831	1 538 227	- 56,10
subvention d'équilibre au budget du restaurant	1 250 530	1 295 953	3,63
délégation générale aux services urbains	26 000		
logistique et bâtiments	13 569 352	13 761 064	1,41
dont :			
vêtements de travail	990 920	880 000	- 11,19
fournitures de bureau	494 360	498 600	0,86
fournitures diverses	655 073	717 660	9,55
frais d'impression et imprimés	473 374	472 574	- 0,17
location de matériel et outillage	336 800	462 800	37,41
nettoyage des locaux	717 090	666 000	- 7,12
entretien et réparations	293 690	306 860	4,48
frais de stationnement et de péages	198 184	178 180	- 10,09
cimetières communautaires	213 429	250 000	17,14
bâtiments : fournitures, entretien, maintenance	2 025 514	2 221 600	9,68
consommations d'eau, d'électricité et de gaz	1 659 106	1 630 100	- 1,75
convention cité scolaire internationale Lyon 7°	154 980	155 000	0,01
centre d'échanges de Lyon-Perrache	2 900 700	2 810 700	-3,10
entretien hôtel de Communauté	1 658 865	1 404 000	- 15,36
plan Vigipirate	131 168	207 000	57,81
parc technologique Saint Priest	205 953	249 000	20,90
eau	618 390	621 300	0,47
propreté	81 678 226	83 413 351	2,12
dont :			
usine d'incinération Lyon-sud	4 990 848	5 057 330	1,33
usine d'incinération Lyon-nord	13 034 086	13 560 700	4,04
délestage des ordures ménagères	4 115 819	2 303 670	- 44,03
recyclage et déchetteries	7 998 390	9 380 720	17,28
enlèvement des ordures ménagères (entreprises)	14 022 261	14 001 689	- 0,15
personnel intérimaire	858 898	1 000 935	16,54
nettoisement des voiries	19 461 641	19 494 100	0,17
fournitures et matériels de nettoyage	767 580	722 153	- 5,92
eau et assainissement	655 531	702 546	7,17
entretien des bouches de lavage	828 865	736 000	- 11,20
déneigement des voiries	1 580 135	1 572 467	- 0,49
parc automobile	6 139 097	5 836 030	- 4,94
études	89 094	249 500	180,04
communication	76 225	76 225	0,00
formation	115 861	96 000	- 17,14
redevance spéciale		155 000	
collecte sélective	6 148 269	7 529 431	22,46
voirie	53 664 359	53 435 782	- 0,43
dont :			
gaz et électricité	887 000	887 000	0,00
fournitures et petits matériels de voirie	4 302 060	3 936 122	- 8,51
travaux d'entretien de la voirie et des trottoirs	15 292 453	15 657 460	2,39
travaux d'entretien des arbres	2 592 000	2 592 000	0,00
travaux de réfection de tranchées	7 622 451	9 150 000	20,04
entretien des ouvrages d'art	457 000	457 000	0,00
études et recherche	1 248 265	625 000	- 49,93
frais de nettoyage et de mobilier urbain	358 255	322 440	- 10,00
réseau mutualisé de télécommunication	464 970	265 000	- 43,01
(contrat de plan) A 45	1 000 714	926 891	- 7,38

(contrat de plan) protections phoniques	294 989	130 106	- 55,89
exploitation du périphérique nord	15 427 841	16 342 500	5,93
grands projets	2 385 826	2 185 097	- 8,41
développement urbain	48 211 118	52 676 608	9,26
dont :			
mission habitat et développement social urbain	15 003 209	16 210 237	8,05
mission écologie	1 989 402	2 600 507	30,72
espaces publics	278 982	295 350	5,87
requalification des parcs et zones industrielles	250 000	155 000	- 38,00
parcs de stationnement	0	500 000	
urbanisme territorial	1 718 198	1 300 000	- 24,34
urbanisme réglementaire	541 194	674 100	24,56
SEM Lyon-Confluence	8 500 000	10 137 000	19,26
pôle économique ouest (Techlid)	140 253	337 000	140,28
échangeur du Tronchon	0	500 000	
urbanisme opérationnel déficits ZAC	15 135 901	16 472 200	8,83
affaires économiques et internationales	10 019 268	10 600 202	5,80
dont pour :			
- entreprendre et développer			
Pic Equal Pacerel		301 276	
soutien à la création d'entreprise		719 965	
développement			
- spécialiser			
filiales numériques	396 368	1 005 500	153,68
Biovision	487 837	660 000	35,29
filiales sciences du vivant	775 907	1 283 082	65,37
filiales industrielles et tertiaires (création-mode)	490 886	747 800	52,34
- territorialiser			
implantations et délocalisations publiques (IFP)	1 305 255	1 747 840	33,91
développement du territoire	2 186 352	2 529 068	15,68
animation économique	277 274	649 613	134,29
OMS	200 339	196 339	- 2,00
pépinière Bio Chateaubriand		630 832	
actions économiques transversales	76 225	209 140	174,37
SDE		193 800	
portail économique		340 800	
action foncière	8 643 117	9 038 807	4,58
loyers et charge des immeubles du domaine privé	764 796	778 000	1,87
charges de copropriétés	945 184	580 000	- 38,64
entretien des terrains	457 347	457 000	- 0,08
entretien et réparation des bâtiments	1 300 000	765 000	- 41,15
frais de gardiennage	15 245	180 000	1080,71
taxes foncières	1 939 151	1 995 000	2,88
indemnités d'éviction	228 674	1 120 877	390,16
domaine privé démolitions	1 981 837	2 000 000	0,92
total des mouvements réels - dépenses	612 325 095	835 818 524	36,50
mouvements d'ordre	169 382 417	172 499 328	1,84
ICNE	20 318 792	17 465 675	- 14,04
dotations charges à étaler	38 977 006	39 504 778	1,35
dotations pour garanties d'emprunts	3 240 296	0	- 100,00
dotations pour litiges et contentieux		600 000	

dotations aux amortissements	16 007 441	13 928 875	- 12,98
cessions foncières	4 838 882	5 300 000	9,53
virement à l'investissement	86 000 000	95 700 000	11,28
total budget	781 707 512	1 008 317 852	28,99

Section d'investissement

Le budget primitif est issu de la programmation pluriannuelle des investissements révisée (PPI), votée le 16 décembre dernier. Pour 2003, il répertorie, sur la base de la liste des projets et des crédits de paiement retenus, les prévisions à ouvrir partiellement ou en totalité sur les opérations, dès le début de l'exercice comptable.

L'affectation de crédits complémentaires, dans le respect des autorisations de programme individualisées fixées, pourra être réalisée tout au long de l'année, soit par virement soit par décision modificative soumise au vote de l'assemblée.

La mise à disposition de lignes budgétaires sur des nouveaux projets sera subordonnée à leur validation dans le cadre de la gestion de l'investissement opérationnel en autorisations de programme et crédits de paiement. Toutefois, les crédits ouverts dans cette section, ne devront pas dépasser 204 M€ en charge nette, somme qui correspond à la capacité financière fixée pour 2003.

Cette limite maximale de mandatement autorisée permet de définir un montant d'inscriptions attribuées au domaine opérationnel. En dépenses, il s'élève à 247,66 M€. En recettes, 43,66 M€ constituent, avec les écritures pour la régularisation comptable des avances de trésorerie à mandataires, les encaissements fixés dans les contrats de recettes formalisés juridiquement au bénéfice de la Communauté.

En dépenses, une partie des lignes est ouverte pour les opérations de la programmation (109,55 M€) et assure l'enregistrement comptable des engagements juridiques communautaires connus au 18 décembre 2001 : ceux-ci représentent 33,22 M€. Des écritures sont également provisionnées sur des comptes d'immobilisation (20, 21, 23 et 27), pour une somme totale de 138,11 M€ : elles permettront l'affectation de prévisions complémentaires, dès que le montant exact et la nature des prestations seront identifiés par les gestionnaires des opérations individualisées.

Avec les mouvements financiers, le budget primitif s'équilibre à 425,99 M€ en dépenses et en recettes. Pour mémoire, le budget primitif précédent comptabilisait 422,31 M€ d'inscriptions dont 195,07 M€ attribués en charge nette, au périmètre de l'investissement opérationnel. La part des écritures pour ordre est arrêtée à 63,27 M€ en dépenses et 174,90 M€ en recettes.

1 - l'aspect comptable

En mouvements réels, les inscriptions de dépenses s'établissent à 362,72 M€ ; les recettes sont de 251,09 M€. Respectivement, elles représentent 85,15 % et 58,94 % du budget primitif total.

En dépenses, 227 M€ sont proposés sur les comptes d'immobilisations dont 34 M€ pour le versement d'avances de trésorerie, 111 M€ assurent le remboursement du capital de la dette à long ou court terme, 21 M€ sont provisionnés pour les dépenses effectuées pour le compte de tiers.

En recettes, les subventions réputées acquises s'établissent, en début d'année 2003 à 8,79 M€ dont 6 M€ inscrits pour le produit attendu des amendes de police. Les fonds récupérés pour la réalisation d'ouvrages non communautaires pourraient représenter également 6,31 M€. Les dotations diverses (FCTVA et taxe locale d'équipement (TLE) sont estimées à 33,4 M€. 168 M€ constitueraient le programme de la dette communautaire pour 2003, dont 133 M€ d'emprunt à long terme.

Le périmètre opérationnel mobilise une enveloppe de 247,66 M€ en dépenses et 43,66 M€ en recettes, soit une charge nette de 204 M€. Il comprend des prévisions pour ordre relatives à la gestion de la TVA pour les travaux programmés dans les cimetières communautaires (0,098 M€ en dépenses comme en recettes). Il comptabilise 138,11 M€ d'inscriptions en attente d'affectation pour les dépenses et 28 M€ de recettes en réserve pour la régularisation des avances de trésorerie aux mandataires de la Communauté (compte 238 100).

Une présentation détaillée par chapitres comptables de crédits figure dans le tableau suivant.

Budget primitif 2003 - budget principal - section d'investissement - mouvements réels et pour ordre (en €) - tableau n° 4 -

Chapitres budgétaires	Dépenses (en €)		Recettes (en €)	
	mouvements réels	mouvements pour ordre	mouvements réels	mouvements pour ordre
020 - dépenses imprévues d'investissement	520 708			
021 - virement de la section de fonctionnement				95 700 000
10 - dotations, fonds divers et réserves	3 322 680		33 397 430	
13 - subventions d'investissement		357 283	8 792 183	2 300 000
15 - provisions pour litiges et contentieux				600 000
16 - emprunts et dettes assimilées	111 302 787	18 793 338	168 118 645	17 465 675
19 - différences sur réalisations d'immobilisations		1 600 000		1 500 000
20 - immobilisations incorporelles	4 602 000			
21 - immobilisations corporelles	70 300 000	2 300 000		3 800 000
23 - immobilisations en cours	151 494 632		34 361 755	98 000
27 - autres immobilisations financières	644 193	98 000	108 630	
28 - amortissements des immobilisations				13 928 875
458100 - acquisitions foncières pour compte de tiers	7 924 000			
458110 - dépenses travaux pour tiers PAE Villette-Paul Bert	113 000			
458111 - dépenses travaux pour tiers Bron - Bellevue Plein Ciel	858 638			
458119 - dépenses travaux pour tiers Villeurbanne IUTB ext	50 000			
458129 - dépenses travaux pour tiers DSU Champlong à Saint Genis Laval	9 117			
458131 - dépenses travaux pour tiers DSU Feyzin - Vignettes Figuières	37 000			
458133 - dépenses travaux pour tiers Lyon 7° - parc de Gerland	379 730			
458135 - dépenses travaux pour tiers Lyon 3° - château Lacassagne	130 085			
458151 - dépenses travaux pour tiers Lyon 7° - INRP	929 939			
458153 - dépenses travaux pour tiers Saint Priest - Bel Air II	1 350 000			
458157 - dépenses travaux pour tiers proximité Duchère	56 806			
458159 - dépenses travaux pour tiers Villeurbanne ENSSIB	575 367			
458161 - dépenses travaux pour tiers Lyon 8° - Rockefeller	6 891 763			
458162 - dépenses travaux pour tiers Lyon 7° - boulevard scientifique	266 500			
458167 - dépenses travaux pour tiers Lyon 3, place Gabriel Péri éclairage public	244 755			
458174 - dépenses travaux pour tiers Bron-Parilly UC 6A	542 624			
458176 - dépenses travaux pour tiers Lyon 9° - barre 500 Sauvegarde	34 655			
458179 - dépenses travaux pour tiers Vaulx en Velin -Sauveteurs Cervelières 3° tranche	3 013			
458189 - dépenses travaux pour tiers Vaulx en Velin - Ecoin sour la combe	65 000			
458195 - dépenses travaux pour tiers Meyzieu les Plantées 3° tranche	46 000			
458196 - dépenses travaux pour tiers Pierre Bénite - espaces extérieurs	23 000			
458200 - recettes travaux pour tiers acquisitions foncières			195 139	

458233 - recettes travaux pour tiers Lyon 7° - parc de Gerland			415 730	
458259 - recettes travaux pour tiers			199 608	
Villeurbanne ENSSIB				
458261 - recettes travaux pour tiers Lyon 8° - Rockefeller			5 501 780	
481410 - charges à étaler		10 991 898		6 691 102
481510 - charges à étaler		29 129 717		32 813 676
sous-total	362 717 992	63 270 236	251 090 900	174 897 328
total	425 988 228		425 988 228	

2 - les mouvements financiers

Les mouvements financiers mobilisent en dépenses 178,4 M€, soit 41,86 % du budget primitif 2003.

Ils sont composés de dépenses réelles pour 115 M€ qui correspondent principalement aux inscriptions pour le remboursement des annuités de la dette à long terme, soit 76,18 M€ et à l'emprunt court terme de 35,10 M€. L'amortissement des emprunts contractés est en progression de 3,1 M€ par rapport à 2002 : il enregistre notamment les premières échéances des emprunts à long terme des exercices 1999 à 2001 et l'augmentation de la part du capital dans l'annuité, due au vieillissement de la dette à taux fixe.

Dans ces écritures, il est également prévu le reversement au bénéfice de la région Rhône-Alpes, du conseil général et de la ville de Lyon, d'une part du produit du FCTVA récupéré sur les dépenses 2001 des opérations d'aménagement du tronçon nord du périphérique et de la construction de l'Ecole nationale supérieure des lettres de Lyon 7°. Ces paiements correspondent pour ces deux objets respectivement à 0,53 M€ et 1,58 M€.

1,21 M€ est ouvert pour le transfert aux communes d'une part des recettes récupérées de la taxe locale d'équipement.

Une provision de 0,52 M€ doit permettre d'assurer le financement d'éventuelles dépenses imprévues dans l'exercice.

63,17 M€ constituent les dépenses pour ordre. La grande majorité trouve un financement en recettes de fonctionnement pour 60,87 M€, à savoir :

- les intérêts courus non échus 2002 (ICNE) à régulariser en 2003 pour la somme de 18,79 M€,
- l'amortissement des subventions d'équipement reçues pour les équipements de la collecte sélective et l'acquisition de véhicules électriques, soit 0,36 M€,
- la dotation des charges à étaler relative aux subventions pour les organismes publics (10,99 M€) et les tiers (29,13 M€),
- la provision de 1,6 M€ pour les moins-values pouvant résulter de l'activité foncière de la collectivité (cessions et échanges).

A l'occasion de certaines opérations d'aménagement, la Communauté urbaine peut être bénéficiaire de biens immobiliers à titre gratuit. Ces transactions sont constatées par des écritures équilibrées en dépenses et en recettes. Une estimation de la valeur des biens à intégrer au patrimoine de la collectivité peut être arrêtée à la somme de 2,3 M€. Une inscription similaire est ouverte, pour le même montant, en recettes d'investissement.

Avec 382,33 M€, les recettes représentent 89,75 % des inscriptions totales du budget primitif. Les mouvements réels pour 207,53 M€ répertorient, en complément du programme de prêts de 133 M€, un emprunt à court terme de 35,10 M€.

L'équilibre de la section d'investissement est également obtenu par la prévision :

- des recettes attendues au titre du FCTVA pour 24 M€ et de la TLE de 9,4 M€,
- du produit des amendes de police retenu pour la somme de 6 M€.

En contrepartie des dépenses de fonctionnement figurent, en écriture pour ordre, pour un montant total de 172,50 M€ :

- l'annuité 2003 relative à l'amortissement des frais d'études (1,74 M€), des logiciels (2,90 M€), des biens meubles (8,31 M€), des immeubles productifs de revenus (0,98 M€) et des charges à étaler (39,50 M€),
- les ICNE pour la provision relative au règlement 2004 (17,47 M€),
- l'autofinancement calculé à 95,70 M€, il était de 86 M€ au budget primitif 2002,
- une provision pour risque de litiges et contentieux relatif au chantier de construction de l'ENS (0,60 M€),
- au titre des opérations foncières engagées par la Communauté, une inscription pour l'enregistrement des sorties patrimoniales estimées à la somme de 3,8 M€ et la moins-value qui pourrait résulter de cette activité (1,5 M€).

Budget primitif 2003 - budget principal- section d'investissement - mouvements financiers (en €) - tableau n° 5 -

Rubrique-libellé opération	2003		
	Dépenses	Recettes	Charge nette
mouvements réels	115 153 797	207 526 705	- 92 372 908
programme d'emprunt à long terme	76 184 542	133 000 000	- 56 815 458
emprunt à court terme	35 100 000	35 100 000	0
FCTVA	2 108 000	24 000 000	- 21 892 000
TLE	1 214 680	9 397 430	- 8 182 750
produit des amendes de police		6 000 000	- 6 000 000
dépôts et cautionnements versés	25 867	29 275	- 3 408
dépenses imprévues	520 708		520 708
mouvements d'ordre	63 172 236	174 799 328	- 111 627 092
dotations aux amortissements des biens		13 928 875	- 13 928 875
dotations aux amortissements des subventions	357 283		357 283
charges à étaler	40 121 615	39 504 778	616 837
provision pour litige et contentieux (ENS)		600 000	- 600 000
intérêts courus non échus	18 793 338	17 465 675	1 327 663
virement de la section de fonctionnement		95 700 000	- 95 700 000
acquisitions à titre gratuit	2 300 000	2 300 000	0
cessions foncières : sortie patrimoniale		3 800 000	- 3 800 000
provision pour différence sur réalisation	1 600 000	1 500 000	100 000
total des mouvements financiers	178 326 033	382 326 033	- 204 000 000

3 - le domaine opérationnel - les dépenses

La présentation du bilan des opérations d'investissement dans leur dimension pluriannuelle actée en décembre dernier a conduit à adopter, pour l'exercice 2003, un crédit de paiement global, de dépenses de 172 M€ et de recettes de 36 M€, soit une charge nette de 136 M€.

Les inscriptions du budget primitif, ventilées en partie sur ces opérations et par nature comptable, représentent une dépense de 247,66 M€ dont 34 M€ pour les avances de trésorerie à mandataires. 138 M€ sont inscrits sur des comptes d'immobilisation (20, 21, 23 et 27) et permettront la mise en place future de crédits complémentaires sur les opérations individualisées. Ces écritures opérationnelles représentent 58,14 % des inscriptions totales du budget.

En dépenses, la programmation pluriannuelle met au premier plan les opérations de déplacements urbains (45 M€) et de développement économique (43 M€). Quarante-huit chantiers de voirie sont programmés en 2003. Trente-quatre projets font l'objet d'inscriptions comptables au budget primitif pour le démarrage de l'exercice, ce qui représente une enveloppe de 12,52 M€. Dans le cadre des compétences exercées par la collectivité, deux axes politiques sont fortement encouragés : les interventions favorisant le développement des transports en commun et la sécurisation des tunnels routiers. Une part importante de la capacité d'investissement est réservée aux opérations induites par le prolongement de la ligne 2 du tramway : 9,18 M€ sont prévus au budget primitif. 3,64 M€ sont réservés et inscrits pour la poursuite du programme de rénovation du tunnel sous Fourvière à Lyon 5°.

Pour les opérations de développement économique, ce sont les crédits destinés à l'offre de sites qui constituent l'essentiel des prévisions retenues pour ce budget (10,8 M€) et notamment les dépenses relatives aux aménagements du quartier de l'Industrie (3,71 M€ hors comptes d'avances), de la voie nouvelle Saint Cyr Paris (1,46 M€) à Lyon 9°, aux travaux du tronçon Perrin-Jean Jaurès boulevard scientifique à Lyon Gerland (1,69 M€).

L'extension du Palais des congrès à Lyon 6° mobilise un crédit de paiement de 23 M€ au titre de la politique des grands équipements : cette opération de grande envergure porte sur un investissement total de 138 M€ en charge nette et constitue un projet phare de cette mandature. 14 M€ sont dès à présent ouverts pour les travaux de construction programmés cette année.

Il figure pour la totalité des mandatements estimés, les inscriptions de dépenses des opérations du contrat de plan et, en particulier, celles qui concernent l'aménagement de l'école d'infirmières et d'assistantes sociales Rockefeller à Lyon 8° (6,89 M€), de l'Institut national de recherche pédagogique à Lyon 7° (0,93 M€), de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques à Villeurbanne (0,58 M€) (ENSSIB).

Dans les quartiers de développement social urbain, la Communauté confirme sa participation financière et opérationnelle pour de nombreux sites de l'agglomération. Les opérations individualisées comptabilisent une dépense totale de 13,36 M€ pour 2003 et répertorient des projets d'aménagements significatifs tels que la restructuration du quartier du Terrailon, les aménagements des voiries Salengro, du Bois, la remise en état des espaces extérieurs des immeubles UC1 et UC8 à Bron (2,75 M€) : 1,45 M€ (hors comptes d'avances) sont déjà inscrits au budget primitif. Le lancement de la troisième tranche du quartier du Montblanc à Rillieux la Pape doit correspondre à un investissement de 1,84 M€ en 2003 : 0,95 M€ sont d'ores et déjà identifiés dans les postes de dépenses. Le crédit de paiement pour la requalification de la rue Henri Barbusse à Saint Priest est en totalité prévu dans ce document (2,29 M€). C'est également le cas pour d'autres opérations qui connaissent un démarrage opérationnel en 2003 : le quartier de l'Ecoin sous la Combe à Vaulx en Velin (0,86 M€), le traitement de la rue du Marais à Villeurbanne (0,58 M€). 1 M€ est affecté au traitement de la placette Michelet à Vénissieux sur le 1,95 M€ identifié dans l'autorisation de programme individualisée pour 2003. L'acquisition d'un lot de garages, parc de stationnement Mozart à Saint Priest, avec un premier versement de 0,50 M€ dans l'année, doit répondre aux difficultés de stationnement résidentiel dans la commune.

Dans le domaine de l'urbanisme et des espaces publics, il faut retenir la mise à disposition de crédits pour l'acquisition des tenements militaires de Sathonay Camp pour 1,07 M€, le lancement de la deuxième tranche d'aménagement de la montée de la Grande Côte à Lyon 1er (0,89 M€), la programmation des travaux primaires de la zone d'aménagement concerté Château Lacassagne à Lyon 3° (0,58 M€) et le traitement de l'esplanade du Dauphiné à Lyon 3° (2,02 M€).

L'échéancier des crédits de paiements 2003 des autorisations de programme investissement foncier (1,9 M€), écologie urbaine (6,5 M€), maintenance et renouvellement (12,1 M€) retenu dans le cadre de la révision, n'est pas significatif de l'activité communautaire : il ne prend pas en compte les propositions de crédits de paiement sur les opérations globalisées, présentées par rapports séparés, à cette séance, pour un montant global de 60,38 M€.

Toutefois, pour le domaine foncier, le budget primitif prévoit par anticipation l'inscription de 7,92 M€ pour assurer, dès le début de l'exercice 2003, l'achat d'immeubles pour le compte de tiers publics qui financent leurs acquisitions en versant des avances de fonds : les écritures comptables de cette opération globalisée sont équilibrées en dépenses et en recettes.

La majorité des inscriptions du budget primitif pour la maintenance et le renouvellement est proposée sur les opérations pour le développement des ressources et le renouvellement des matériels informatiques (6 M€). 2,59 M€ sont également attribués à la modernisation des installations de postes de commandes des tunnels routiers. Les premiers travaux relatifs à l'aménagement du hall d'entrée de la Communauté seraient assurés avec un crédit de 0,55 M€.

4 - le domaine opérationnel - les recettes

Les prévisions de recettes opérationnelles sont réduites par rapport au crédit de paiement identifié dans la révision de la programmation : 15,66 M€ affectés contre 35,66 M€. Ces prévisions répondent à un critère de prudence puisqu'elles doivent être effectivement réalisables dans l'exercice 2003. L'inscription de nouvelles recettes sera effectuée, par décision modificative et tout au long de l'année, dès la formalisation des conventions et des arrêtés de subvention.

Sur l'enveloppe de 15,66 M€, 6,36 M€ représentent des lignes ouvertes pour la régularisation des avances de fonds versées aux mandataires. Elles sont complétées d'une prévision supplémentaire de 28 M€ qui trouvera des affectations, au cours de l'exercice budgétaire, sur des opérations individualisées.

2,79 M€ sont des subventions attendues :

- de l'Etat et des établissements publics nationaux (0,41 M€) pour l'aménagement de la place Alexandre Dumas à Rillieux la Pape (0,054 M€) et le quartier de l'Ecoin sous la Combe à Vaulx en Velin (0,35 M€) dans le cadre des interventions pour les DSU,
- de la ville de Lyon pour le traitement des voies et quai du quartier de l'Industrie à Lyon 9° (0,99 M€),
- du syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise pour les petits aménagements de voirie réalisés à leur demande sur les voiries communautaires (1,17 M€),
- du fonds européen de développement régional pour le traitement de la place Alexandre Dumas à Rillieux la Pape (0,058 M€),
- des constructeurs pour la ZAC Thiers à Lyon 6° (0,16 M€).

6,31 M€ devraient être encaissés des collectivités mandantes pour la réalisation d'équipements qui, à terme, reviendront dans leur patrimoine. Sont récupérés à ce titre, les concours financiers pour la construction de l'école d'infirmière Rockefeller (5,5 M€), de l'ENSSIB (0,20 M€), le parc de Gerland à Lyon 7° (0,42 M€), les avances pour les acquisitions foncières aux bénéficiaires de tiers à recevoir dès le début de l'année (0,19 M€).

Une écriture est comptabilisée dans le domaine opérationnel, en recette pour 0,20 M€ pour constater la récupération, auprès du concessionnaire, de la TVA sur les travaux communautaires effectués dans les cimetières de Bron et de Rillieux la Pape 0,098 M€.

Budget primitif 2003 - budget principal - section d'investissement - domaine opérationnel (en €) - tableau n° 6 -

Libellé	Budget primitif 2003 Crédits de paiements 2003		
	dépenses	recettes	charge nette
Développement économique et emploi <i>dont écritures pour avances de trésorerie à mandataires</i>	11 758 962 1 103 456	4 900 420 3 492 433	6 858 542
offres de sites	10 803 561	4 900 420	5 903 141
opérations d'urbanisme à dominante économique	434 935		434 935
actions économiques	518 966		518 966
requalification ZI et reconquêtes friches industrielles	1 500		1 500
Grands équipements d'agglomération	14 000 000		14 000 000
Opérations du contrat de plan	8 511 215	5 701 388	2 809 827
Déplacements urbains	28 423 650	1 172 788	27 250 862
tronçon nord du périphérique	2 492 000		2 492 000
voirie individualisée	12 515 980		12 515 980
actions de proximité	590 901		590 901
transports en commun	9 182 183	1 172 788	8 009 395
gestion du trafic	3 642 586		3 642 586
tronçon ouest du périphérique			
Habitat et politique de la ville <i>dont écritures pour avances de trésorerie à mandataires</i>	13 127 415 2 869 322	3 336 198 2 869 322	9 791 217
développement social urbain habitat	13 127 415	3 336 198	9 791 217

Urbanisme et espaces publics	7 956 031	160 262	7 795 769
plan d'aménagement d'ensemble	578 852		578 852
ZAC travaux primaires et participations	581 527	160 262	421 265
centralité et urbanisme commercial	1 451 392		1 451 392
avant-projets d'urbanisme	1 639 470		1 639 470
espaces publics	3 704 790		3 704 790
Investissement foncier	9 829 852	195 139	9 634 713
réserves foncières	1 904 414		1 904 414
autres investissements fonciers	7 925 438	195 139	7 730 299
Ecologie	4 708 000		4 708 000
propreté	563 000		563 000
écologie	4 145 000		4 145 000
Maintenance et renouvellement	11 232 619	196 000	11 036 619
bâtiments	1 999 519	196 000	1 803 519
<i>dont mouvements pour ordre</i>	<i>98 000</i>	<i>98 000</i>	
informatique	5 995 000		5 995 000
ouvrages d'art	3 085 100		3 085 100
meubles et matériels	153 000		153 000
véhicules			
Crédits en attente d'affectation	138 114 451	28 000 000	110 114 451
<i>dont écritures pour avances</i>	<i>28 000 000</i>	<i>28 000 000</i>	
<i>de trésorerie à mandataires</i>			
total	247 662 195	43 662 195	204 000 000

Vu ledit dossier ;

Vu ses délibérations en date des 22 décembre 1980, 2 décembre 1996 et 16 décembre 2002 ;

Vu l'article 1er de l'arrêté ministériel en date du 21 octobre 1990 ;

Oùï l'avis de sa commission finances et institutions ;

DELIBERE

1° - Approuve le budget primitif 2003 du budget principal arrêté, tant en dépenses qu'en recettes, à la somme de 1 434 306 080 €.

2 - Confirme que :

a) - conformément à la délibération du 2 décembre 1996, le budget principal 2003 est voté en M14 par nature et fait l'objet d'une présentation croisée par fonction. Les chapitres sont constitués de comptes à deux chiffres, à l'exception des charges à caractère général, des charges de personnel et des atténuations des charges qui sont des chapitres globalisés. Les crédits par opération sont approuvés dans le cadre budgétaire tels qu'ils figurent dans les tableaux ci-dessus,

b) - la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est due par tous les redevables assujettis à la taxe foncière sur les propriétés bâties ou qui en sont temporairement exonérés,

c) - pendant l'année 2003, les dispositions que l'Etat sera amené à prendre en vue d'aménager les traitements de la fonction publique seront étendues de droit aux agents de la Communauté urbaine.

3° - Dit que les crédits sont exécutoires par le comptable public dans leur montant au niveau du chapitre dans l'une et l'autre section, à l'exception des subventions, dont l'individualisation ressort dans l'état annexé au budget.

4° - Décide :

a) - de la mise en recouvrement pour 2003 :

- d'un produit de 433 200 000 € au titre de la fiscalité directe locale, sous réserve de la fixation des taux par délibération séparée après que les bases soient notifiées,
- d'un produit de 78 832 000 € au titre de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,

b) - que les indemnités de fonction des membres du conseil de Communauté seront fixées par références aux indices de traitement ; les modifications qui surviendraient dans ces indices de traitement seraient de plein droit applicables à ces indemnités.

5° - Reconduit, pendant l'année 2003, pour les agents non titulaires de la Communauté urbaine, l'application totale des dispositions de l'article 1er de l'arrêté ministériel en date du 21 octobre 1990 décidée par le conseil de Communauté le 22 décembre 1980.

6° - Attribue les diverses subventions à des tiers telles qu'elles apparaissent dans l'état annexé au budget.

7° - Autorise monsieur le président à solliciter, auprès des établissements prêteurs, la totalité des emprunts à réaliser en euros, pour assurer en 2003 la trésorerie et les moyens de paiement du présent budget et des budgets annexes.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,